

Reprise des relations bilatérales avec le Burundi : Paris tente de calmer le jeu

RFI, 27-07-2019 Le Quai d'Orsay justifie la reprise de son aide bilatérale au Burundi. La France tente de calmer le jeu après les révolutions sur la reprise de ses relations bilatérales avec le gouvernement du Burundi, un pays sous sanctions de l'Union européenne depuis qu'il est en crise, suite à la décision du président Pierre Nkurunziza de briguer un troisième mandat en 2015.

Plusieurs ONG françaises et des opposants burundais accusent Paris de faire le jeu d'un régime dictatorial et de fermer les yeux sur les violations massives des droits de l'homme dans ce pays qui fait l'objet d'une enquête de la CPI pour des crimes contre l'humanité présumés. Le Quai d'Orsay dément et parle de « maintenir le fil du dialogue ». France serait partie d'un constat : depuis trois ans le dialogue de paix inter-burundais sous les auspices de la région a échoué. De même, la politique des pressions et autres sanctions contre le régime du président Pierre Nkurunziza n'a pas donné les résultats attendus. Elle semble plutôt avoir radicalisé encore un peu plus Gitega. Paris a donc décidé de changer son fusil d'épaule depuis octobre 2018, en tendant la main au gouvernement burundais à travers une relance de la coopération bilatérale. Mais le Quai d'Orsay prévient, tout ceci se fait conformément à la position de l'Union européenne, qui reste par ailleurs l'un des principaux bailleurs de fonds du Burundi malgré l'arrêt de son aide budgétaire au gouvernement. Les 50 millions de dollars destinés au domaine de l'éducation ? Ces financements seront mis en œuvre par des ONG et des institutions internationales comme l'Unicef. Le professeur Christian Toubon, spécialiste du Burundi : La "politique de la main tendue", c'est quelque chose qui est maintenant très courant en Afrique. Maintenant, il est fort probable que derrière cette politique il y ait un calcul ou une analyse qui porte sur l'impasse de la crise burundaise. Quant à son aide dans le domaine de la défense, d'une valeur de 30 000 euros, elle est plutôt symbolique et sert à financer la formation de quelques officiers, notamment dans le domaine du maintien de la paix, toujours selon le Quai d'Orsay qui souligne qu'il n'y aura aucun financement direct au pouvoir burundais. Reste maintenant à savoir si ce changement de cap sera payant. Ça n'est pas le cas jusqu'ici. L'ambassadeur de France au Burundi a reconnu qu'il n'avait « pas encore accès aux plus hautes autorités burundaises », près de dix mois après ce revirement.